



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

13

51862

Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/TRANS/54
10 mars 1972

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

LE TOURISME EN AFRIQUE

Introduction

1. Le développement rapide du tourisme dans le monde et plus particulièrement l'accroissement de la demande résultant dans les pays industriels développés de la réduction des tarifs des transports aériens, ont créé un climat favorable à l'afflux vers l'Afrique de voyageurs d'Europe, d'Amérique du nord, du Japon, etc.. Parallèlement, le développement économique des pays africains la construction de routes modernes reliant des États voisins et la fréquence accrue des liaisons aériennes constituent une bonne base pour une croissance accélérée des voyages intra-régionaux.
2. Ces conditions favorables ont encouragé les pays africains traditionnellement orientés vers le tourisme à consacrer des investissements considérables à la création de moyens d'hébergement, d'infrastructures et de services touristiques, et ont en outre incité d'autres pays qui n'y avaient jusque-là jamais pensé à envisager la possibilité de développer le tourisme.
3. Les pays qui ont décidé d'entreprendre le développement du tourisme, non plus que les pays de tourisme traditionnels qui cherchent à exploiter de nouveaux marchés étrangers riches en possibilités, ne peuvent plus désormais s'en remettre à leur seule expérience. Il leur faut non seulement voir plus loin mais aussi être au courant de ce qui se passe dans un grand nombre de pays. Les fonctionnaires d'un État qui cherche à attirer des touristes, soit d'autres continents soit simplement de pays voisins, doivent être informés aussi exactement que possible des divers aspects du problème du tourisme dans leur territoire afin de pouvoir élaborer une politique de développement valable. Mais pour répondre à ce besoin de connaissances exactes tant sur le pays lui-même que sur d'autres pays de tourisme, des statistiques raisonnablement complètes sont indispensables.
4. Sur les 40 membres de la Commission économique pour l'Afrique considérés, 26 possèdent des statistiques de contrôle frontalier, 21 des statistiques hôtelières et 17 des statistiques des recettes en devises ou des estimations plus ou moins fiables ^{1/}. Cependant, les statistiques ne sont pas disponibles en temps voulu ou sont incomplètes dans un grand nombre de cas, et elles sont parfois inexactes.

^{1/} "L'élaboration de statistiques du tourisme en Afrique" (E/CN.14/TRANS/47).

5. Faute de statistiques classiques dans beaucoup de pays africains et, plus encore, faute d'autres données fiables, il est impossible de présenter un tableau complet et exact du tourisme en Afrique. Pour donner une vue d'ensemble valable, on a dû faire appel dans bien des cas à des estimations plus ou moins sûres, à défaut de chiffres enregistrés. Seuls quelques pays possédaient d'autres données intéressantes. On a cependant considéré que ces informations, pour fragmentaires qu'elles soient, pourraient présenter un intérêt à la fois pour les pays qui n'en possèdent aucune sur le sujet et pour ceux qui souhaiteraient comparer leurs propres chiffres avec ceux qui sont publiés dans le présent document.

Volume du tourisme

6. On trouvera au tableau 1 le chiffre des arrivées de voyageurs étrangers dans les divers pays africains. Lorsqu'une distinction était faite entre les passagers de croisière et les autres voyageurs, on a omis les premiers.

Tableau 1 : Nombre de voyageurs par pays africains

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Algérie		111 574 ^{d/}	137 389	213 053	274 200	
Libye ^{a/}	61 713	80 000	134 129	108 988	76 621	
Maroc ^{b/}		400 131	481 091	621 000	746 957	981 502 ^{c/}
Tunisie		231 088 ^{d/}	330 284 ^{d/}	373 320 ^{d/}	410 749 ^{d/}	574 050 ^{c/}
Soudan		12 000 ^{d/}	13 000 ^{d/}	14 000 ^{d/}	15 000 ^{d/}	
Egypte		344 954	317 000	345 000	357 661	415 000 ^{e/}
Afrique du nord		1 179 747	1 412 883	1 675 361	1 881 188	
Botswana	1 650 ^{f/}	1 700 ^{d/}			2 700 ^{f/}	
Ethiopie		29 401	42 114	46 418	53 187	65 300 ^{g/}
Kenya		247 494 ^{d/}	262 000 ^{d/}	293 300	338 773 ^{d/}	400 000 ^{c/}
Lesotho		5 000 ^{d/}	5 000 ^{d/}	5 000	10 000 ^{d/}	20 000 ^{d/}
Madagascar		n.d.			n.d.	n.d.
Malawi		15 000	16 000	17 000	19 806	
Maurice		14 800	16 000	20 587	27 650	35 000
Somalie		n.d.				n.d.
Souaziland		n.d.				n.d.
Tanzanie		38 794	41 902	51 288	72 300	n.d.
Ouganda		138 202	53 963	73 980	89 363 ^{d/}	n.d.
Zambie		100 000	96 697	36 500	50 000 ^{d/}	n.d.
Afrique de l'est		490 388			663 779 ^{d/}	

Tableau 1 : Nombre de voyageurs par pays africains (suite)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Dahomey		10 061	10 794		11 000 ^{a/}	
Gambie		723	1 300	1 300	1 500	5 000
Ghana		21 600	15 315	31 084	35 084	
Guinée		n.d.			n.d.	
Côte d'Ivoire		25 000 ^{a/}			50 000	
Libéria		5 887			6 000	
Mali		1 177 ^{a/}	2 027	6 698	7 784	
Mauritanie		20 000 ^{a/}		26 000	19 700	
Niger h/		1 200	1 355	1 500	1 500 ^{d/}	
Nigéria		20 448	17 521	n.d.	(25 000) ^{d/}	
Sénégal		12 699	22 540	28 000	40 000	
Sierra Leone		5 000			5 000	
Togo		n.d.			n.d.	
Afrique de l'ouest		123 795			202 568	
Burundi		n.d.			n.d.	
Cameroun		12 720	14 000	15 000	20 000	
République centrafricaine		1 500			1 800	
Tchad		1 500 ^{a/}	3 034		5 000 ^{d/}	
Congo		1 100 ^{a/}			1 500 ^{a/}	
Guinée équatoriale		n.d.			n.d.	
Gabon		5 699 ^{a/}	5 494	7 100	7 810 ^{a/}	
Rwanda		4 000 ^{a/}			5 000 ^{a/}	
Zaïre		16 472	19 443	16 679	34 000 ^{a/}	45 000 ^{c/}
Afrique du centre		42 991			75 110	
Afrique du Sud	227 000				390 000	
Rhodésie	344 378				364 070	
Angola i/	41 069				44 638	
Mozambique	172 306				235 000	
Autres pays africains	784 753	875 231		1 033 708		

- a) Arrivées dans les hôtels. b) Sans les membres des équipages
c) Estimation fondée sur les chiffres de six mois d) Estimations.
e) Estimation fondée sur les chiffres de 7 mois. f) Moitié du nombre total des visiteurs des parcs nationaux et réserves d'animaux sauvages.
g) Estimation fondée sur les chiffres de trois mois. h) Arrivées dans le principal hôtel de Niamey et l'hôtellerie du parc national
i) Passagers.

7. Le tableau 2 contient des chiffres provisoires par groupes de pays.

Tableau 2 : Voyageurs étrangers par sous-régions (chiffres provisoires)

	1967	1970	Accroissement annuel moyen (en pourcentage)
Afrique du nord	1 179 747	1 881 188	16,8
Afrique de l'est	493 391	663 779	10,0
Afrique de l'ouest	123 795	202 568	17,9
Afrique du centre ^{a/}	42 991	75 110	20,4
Autres pays africains ^{b/}	875 281	1 033 708	5,7
Total	2 715 205	3 856 353	12,4 %

a/ Dont Rwanda et Burundi.

b/ Angola, Mozambique, Rhodésie et Afrique du Sud.

Entre 1967 et 1979, le nombre des voyageurs étrangers était passé de 2 712 205 à 3 856 353, soit un accroissement annuel moyen de 12,4 p. 100. Au cours de la même période, le nombre d'arrivées de touristes dans le monde entier était passé de 139 millions à 168 millions, soit un accroissement annuel moyen de 6,5 p. 100 seulement.

8. Il semble que l'accroissement le plus rapide se soit produit en Afrique du centre (20,4 p. 100) et en Afrique de l'ouest (17,9 p. 100). Cependant, ces taux de croissance élevés sont dus dans une large mesure au démarrage récent du tourisme à partir d'une très faible base initiale, à l'introduction récente de statistiques sur les voyageurs étrangers et à l'élargissement de la couverture de ces statistiques grâce à l'inclusion de nouvelles catégories de la population enregistrée ou simplement à un enregistrement plus complet et plus exact. Ce dernier point explique également la rapidité apparemment extraordinaire de l'accroissement du volume du tourisme dans certains pays d'Afrique de l'est.

9. Cependant, la croissance du volume du tourisme a été remarquable en Afrique du nord, que l'on considère les chiffres absolus ou le taux annuel de 16,8 p. 100. Ce progrès a été possible en dépit de la stagnation en Egypte et d'un recul en Libye. Le taux de croissance le plus élevé était celui de l'Algérie (35 p. 100) ^{1/}, suivi par le Maroc (23 p. 100) et la Tunisie (21 p. 100).

^{1/} Selon des estimations provisoires.

10. Le taux de croissance relativement faible de l'Afrique de l'est s'explique par une chute abrupte du nombre des voyageurs étrangers en Zambie (de 100 000 en 1967 à 50 000 en 1970).

11. En éliminant les pays où le tourisme a souffert d'un état de guerre (comme l'Egypte et le Nigéria) ou de relations tendues entre voisins (comme la Zambie et la Rhodésie), ainsi qu'un certain nombre d'Etats qui n'ont pas encore entrepris de développer leur industrie sur une grande échelle, on obtient le tableau 3, où sont portés les pays dans lesquels le tourisme est important et a prospéré durant la période considérée. La part de ces neuf pays dans le volume total du tourisme international en Afrique est passée de la moitié en 1967 à près de deux tiers en 1970. Le volume du tourisme dans l'ensemble de ces pays a augmenté de 20 p. 100 par an.

Tableau 3 : Pays où le développement du tourisme est satisfaisant

	1967	1970	Taux de croissance annuel moyen (en pourcentage)
Ethiopie	29 401	53 187	22
Kenya	247 494	338 773	11
Maurice	14 800	27 650	23
Tanzanie	38 794	72 300	23
Ouganda	38 202	80 363	28
Algérie	111 574	274 200	35
Maroc	400 131	766 957	23
Tunisie	231 000	410 749	21
Afrique du Sud	280 000	390 000	11
Total	1 391 484	2 414 179	20

12. L'accroissement des recettes en devises dans six pays de tourisme importants est indiqué au tableau 4. En comparant par pays les chiffres du tableau 4 à ceux du tableau 3, on constate que sauf en Tunisie, le taux de croissance annuel moyen du nombre de voyageurs étrangers était entre 1967 et 1970 plus élevé que le taux de croissance des recettes en devises. Le taux de croissance des voyageurs était de 20,4 p. 100 et celui des recettes en devises de 17,2 p. 100. Par suite de la montée générale des prix durant la période considérée, correspondant à une réduction du pouvoir d'achat de la monnaie, les dépenses moyennes réelles des touristes ont diminué encore plus que les chiffres ne l'indiquent. Cette réduction des dépenses par voyageur est peut-être due à l'accroissement du nombre de touristes étrangers appartenant aux catégories de revenu inférieures, qui peuvent désormais se permettre de venir en Afrique grâce aux vols affrétés et à l'introduction de tarifs réduits sur les lignes régulières.

Tableau 4 : Recettes provenant du tourisme dans certains pays africains, 1965-1970 (recettes brutes en devises en millions de dollars EU)

Pays	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ethiopie	2,7	3,9	3,5	5,7	5,9	6,3
Kenya	30,5	40,3	41,1	46,0	47,0	51,8
Tanzanie	5,7	9,9	10,7	9,2	10,1	14,0
Ouganda	6,5	7,9	11,6	13,8	17,8	18,5
Maroc	65,6	74,9	79,1	88,9	121,3	136,0
Tunisie	19,2	27,8	33,5	44,7	54,0	62,0
Total	130,2	164,7	179,5	208,3	256,1	288,6

13. Les chiffres du tableau 4 représentent les recettes brutes en devises provenant du tourisme. Pour obtenir les recettes nettes, on déduit des recettes brutes les dépenses en devises correspondant à l'importation de marchandises qui sont achetées dans le pays par les voyageurs étrangers ou qui sont utilisées pour la production de biens et de services consommés par ces voyageurs. Il convient également de déduire les paiements à l'étranger nécessités par la production de ces biens et services (rémunération de personnel étranger, redevances à des compagnies de gestion hôtelière, bénéfices et autres revenus d'investisseurs étrangers, etc.), puisque les sommes correspondantes ne sont pas utilisées pour la consommation locale mais sont transférées à l'étranger.

14. Les dépenses en devises nécessaires à la production de recettes en devises dépendent :

- a) De la structure des dépenses des voyageurs étrangers, c'est-à-dire de leur répartition entre :
 - Logement
 - Nourriture et boissons
 - Transports locaux
 - Services personnels
 - Distractions
 - Achats, etc.;
- b) De l'importance des sommes payées à l'étranger pour des biens et facteurs de production importés, par rapport aux coûts de production totaux, dans chacune des catégories ci-dessus.

15. On a estimé que les recettes nettes en devises provenant du tourisme représentaient 75 p. 100 des recettes brutes au Kenya et 60 p. 100 en Tanzanie. Une comparaison avec des pays comme la Grèce ou le Mexique, dont les recettes en devises nettes atteignent près de 90 p. 100 des recettes brutes, confirme la théorie selon laquelle un développement plus poussé du tourisme

et des industries connexes permettrait de réduire considérablement le pourcentage du coût des services touristiques payés en devises, comme c'est déjà le cas en Tunisie et au Maroc. Parmi les dépenses les plus coûteuses en devises figurent les frais de construction et d'équipement des hôtels. En Tunisie, la proportion était d'environ 30 p. 100 en 1965-1967 pour les hôtels de première classe, mais avec le développement de l'industrie manufacturière dans le pays, on estime qu'elle a été maintenant ramenée à 15 p. 100.

16. Les dépenses quotidiennes moyennes des voyageurs étrangers qui ont été estimées ou calculées sur la base d'enquêtes par sondage dans certains pays, sont indiquées ci-dessous :

Pays	Année	Dépenses quotidiennes en \$ EU
Kenya	1970	16,8
Tanzanie	1968	18,0
Ouganda	1970	23,0
Malawi	1970	7,9
Tunisie	1970	15,0
Maroc	1970	16,0

Les différences constatées dans les dépenses quotidiennes en Afrique de l'est proviennent de la variation du rapport entre le nombre de voyageurs qui habitent chez des amis et des parents et ceux qui séjournent à l'hôtel ou dans d'autres logements commerciaux. Cette variation est considérable d'un pays à l'autre. Cependant, lorsqu'on envisage d'investir dans des hôtels pour touristes étrangers, il convient de tenir compte des dépenses moyennes des voyageurs qui utilisent ce mode d'hébergement, dont les dépenses quotidiennes doivent être supérieures aux chiffres moyens indiqués ci-dessus.

17. Pour les voyageurs qui utilisent des logements commerciaux, les dépenses dépendent de la variété et de la qualité des services qui leur sont fournis, des marchandises qu'ils achètent et du prix auquel ces biens et services sont vendus.

Tourisme intrarégional et intercontinental

18. Dans la plupart des pays africains, les statistiques ne sont pas ventilées par pays de résidence permanente des voyageurs. Cependant, pour certains pays de tourisme importants, même ceux qui ventilent les voyageurs par nationalité et non par pays de résidence permanente, on peut se procurer des informations sur l'importance relative du tourisme intrarégional et intercontinental.

19. C'est ainsi qu'en Algérie, un tiers du nombre total de touristes reçus en 1969 provenait des pays voisins (Maroc et Tunisie), un tiers de France et un tiers de tous les autres pays. Au Maroc, le nombre de touristes venus en 1970 des pays voisins (Mauritanie, Algérie et Espagne) ne représentait que 14 p. 100 du total. En revanche, 64 p. 100 des touristes entrés en République arabe d'Egypte, venaient de pays arabes et en grande majorité des pays voisins.

20. En ce qui concerne l'Afrique de l'est, on peut évaluer avec plus de précision l'importance du tourisme intrarégional, en particulier entre pays voisins, car les voyageurs sont ventilés par pays de résidence. En 1970, 55 p. 100 des touristes étrangers du Kenya venaient d'autres pays africains et 46 p. 100 des pays voisins. En Ouganda, 50 p. 100 venaient, la même année, d'autres pays africains et 45 p. 100 des pays voisins. Au Malawi, 73 p. 100 des voyageurs provenaient d'autres pays africains en 1970 et en Zambie, 81,2 p. 100 en 1968.

21. Le marché régional des voyages a donc une grande importance pour un certain nombre de pays de tourisme africains, en particulier au sud du Sahara. Ces voyages s'effectuent en majeure partie en voiture et il est probable que la construction de routes modernes reliant les réseaux de pays voisins donnera une impulsion vigoureuse aux voyages de loisir internationaux, comme par exemple entre la Zambie, le Malawi et la Tanzanie, le Kenya et l'Ethiopie, l'Ouganda, le Zaïre et le Rwanda, etc..

22. Une proportion considérable des voyages intrarégionaux se font par avion, surtout les voyages d'affaires et les déplacements officiels. Mais il existe aussi un marché des voyages aériens de loisir entre les pays africains qui, pourtant, a été fortement négligé. Le développement de ces voyages de loisir se traduirait par un supplément de recettes pour les compagnies aériennes et par une réduction des fluctuations saisonnières des facteurs de charge, mais il permettrait aussi une meilleure utilisation de la capacité hôtelière existante ainsi que du personnel et du matériel d'excursion (véhicules automobiles).

Politique des tarifs aériens

23. Des tarifs excursion ont été récemment introduits entre certains pays africains. Si, entre pays d'Afrique australe ces tarifs sont assez bas (6,5 à 7 cents le mile), ils sont encore trop élevés ^{1/} dans d'autres pays au sud du Sahara pour susciter un volume notable de voyages de loisir. Entre l'Afrique du Sud et quelques pays africains il existe également des tarifs forfaitaires qui réduisent encore davantage les prix (5 cents le mile ou moins). En Europe, les tarifs forfaitaires de groupe (de 4 à 5 cents le mile) permettent aux agents de voyage d'offrir des voyages en groupe relativement peu coûteux.

24. Pour que le tourisme régional par voie aérienne se développe en Afrique, les tarifs offerts aux touristes en vacances doivent être abaissés. Afin d'éviter que les hommes d'affaires et les voyageurs en déplacement officiel profitent de ces tarifs et que les compagnies aériennes risquent de subir des pertes de recettes, des tarifs forfaitaires de groupe devraient être utilisés en premier lieu pour stimuler le tourisme régional. Ces tarifs permettraient également aux organisateurs locaux d'augmenter leur chiffre d'affaires et d'acquérir une expérience utile pour l'organisation de voyages internationaux.

^{1/} Le tarif excursion est de 10 cents le mile entre Addis-Abéba et Mogadiscio et de 8,5 cents entre Addis-Abéba et Entebbé ou Nairobi.

25. Mais ce sont plus encore les voyages intercontinentaux vers l'Afrique qui bénéficieraient d'une politique des tarifs aériens dynamique. Des tarifs forfaitaires ont été récemment introduits à partir de l'Amérique du nord et de l'Europe vers l'Afrique, et des tarifs excursion à partir de l'Amérique du nord. Ils auraient cependant beaucoup plus d'efficacité si les tarifs forfaitaires de groupe à partir de l'Amérique du nord étaient valables pour une période plus longue que les 21 jours actuellement autorisés. Leur validité devrait être de 17 à 45 jours et, dans ce cas comme dans celui des tarifs excursion de 17 à 45 jours actuellement en vigueur en Amérique du nord pour l'Afrique, un nombre illimité d'escales devrait être autorisé dans le continent.

26. En ce qui concerne l'Europe, les tarifs forfaitaires de groupe pour 15 à 25 personnes, qui sont actuellement limités à l'Afrique de l'est, devraient être étendus à l'Afrique de l'ouest et devraient aussi permettre un nombre illimité d'escales en Afrique.

Moyens d'hébergement

27. On trouvera au tableau 5 le nombre de lits d'hôtel et autres logements touristiques, par sous-régions.

Tableau 5 : Capacité de logements touristiques en Afrique en 1970

	Lits
Afrique du nord	131 223
Afrique de l'est	27 412
Afrique de l'ouest	12 233
Afrique du centre	10 541

La capacité hôtelière augmente rapidement dans des pays de tourisme établis tels que le Maroc, la Tunisie, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, mais beaucoup d'autres Etats africains font aussi de sérieux efforts pour l'accroître.

28. Selon les plans de développement économique ou les programmes de construction d'hôtels des sociétés hôtelières d'Etat (en Ouganda), de nouvelles capacités sont prévues dans un certain nombre de pays de tourisme (voir tableau 6). On ne possède pas encore de chiffres exacts sur l'exécution de ces programmes, mais il ressort des informations dont on dispose qu'elle se poursuit normalement, à l'exception de légers retards dans quelques pays.

29. Dans d'autres pays africains, les efforts portent essentiellement sur la création dans les capitales d'une capacité hôtelière de première classe suffisante pour recevoir les hommes d'affaires et les personnalités officielles de passage dans le pays, mais également destinée à attirer des touristes. A noter toutefois que cette dernière prévision ne s'est pas toujours réalisée.

Tableau 6 : Nouveaux hôtels prévus

Pays	Période	Nombre de lits
Maroc	1968-1972	30 183 ^{a/}
Tunisie	1970-1972	16 207 ^{b/}
Kenya	1969/70-1973/74	5 000
Tanzanie	1968/70-1973/74	3 790
Ouganda	1970-1972	840

a/ Dont 2 000 dans des résidences touristiques.

b/ Dont 3 129 dans des villas.

30. Il y a à cela plusieurs raisons qui méritent d'être examinées. Durant les quelques années postérieures à l'indépendance, la rareté des hôtels dans les capitales d'un certain nombre de pays africains s'était traduite par des taux d'occupation très élevés. Le manque d'hôtels était d'autant plus sensible qu'un grand nombre de chambres étaient occupées en permanence par des résidents, ce qui réduisait d'autant le nombre de lits disponibles pour les hôtes de passage. La pénurie était si grave qu'il ne semblait pas possible d'y remédier facilement. Les études de faisabilité se sont fondées sur ces taux d'occupation anormalement élevés et ont ainsi laissé croire que même les hôtels les plus extravagants seraient rentables. On n'avait pas suffisamment tenu compte du fait que les anciens hôtels étaient pleins faute d'autres logements convenant aux résidents temporaires, lacune qui aurait pu être plus économiquement comblée par la construction d'appartements appropriés. On avait aussi négligé le fait que la majorité des clients des hôtels venaient pour affaires ou pour des raisons officielles et que leur nombre augmenterait beaucoup moins en fonction de la capacité hôtelière disponible que pour d'autres raisons étrangères à celle-ci (croissance économique, intensification des relations avec les pays étrangers, etc.). Les promoteurs parlaient également du boom du tourisme de loisir dans le monde et de la possibilité de remplir la capacité excédentaire au moyen des touristes. Cet optimisme a abouti à la construction d'hôtels trop grands et coûteux, souvent mal situés, qui ne sauraient être rentables avant très longtemps. Leur justification véritable, qui n'est pas d'ordre économique, pourrait se trouver dans la nécessité de loger un grand nombre de visiteurs à des périodes d'affluence (célébrations officielles, congrès, foires commerciales, etc.).

31. Il ne s'ensuit pas que ces pays n'ont pas de véritables possibilités de développer le tourisme de loisir, mais pour attirer les touristes d'autres conditions doivent être réalisées, telles que liaisons et tarifs aériens convenables, prix concurrentiels et disponibilité d'autres services touristiques, infrastructure (routes, télécommunications, alimentation en eau, électricité, égouts, etc.), formalités frontalières simplifiées et publicité efficace dans les pays d'où proviennent les touristes.

32. Mais même si ces conditions favorables au tourisme sont réunies, il ne faut pas surestimer les taux d'occupation qui peuvent être raisonnablement atteints grâce aux touristes. Ces taux sont considérablement inférieurs à ceux que peuvent réaliser les hôtels urbains qui reçoivent des hommes d'affaires, surtout lorsque les chambres sont temporairement rares.

33. C'est ainsi que les taux moyens annuels d'occupation atteints dans les pays africains où le tourisme est bien développé sont considérablement inférieurs à ceux que l'on peut trouver dans diverses études de faisabilité réalisées dans des pays sans expérience touristique. Au Kenya, par exemple, le taux moyen d'occupation était de 48,8 p. 100 en 1970, en Tunisie de 48,9 p. 100, en Tanzanie de 34,4 p. 100 en 1969 et de 45 p. 100 dans les fameuses hôtelleries des réserves d'animaux du nord. En Ouganda, le taux d'occupation était en 1970 de 54 p. 100 dans les hôtels de l'intérieur et de 57 p. 100 dans les hôtelleries. Sauf dans le cas de l'Ouganda, ces chiffres se rapportent à des années pendant lesquelles la capacité totale augmentait rapidement, ce qui a agi sur les taux d'occupation. En effet, durant les années de croissance plus lente et plus régulière, des taux de 55 p. 100 ont été atteints dans les hôtels balnéaires, et dépassés dans les hôtels de grandes villes recevant des hommes d'affaires et des vacanciers. Mais même les plus élevés de ces taux sont encore considérablement inférieurs à ceux que supposent de nombreuses études de faisabilité.

34. Il est vrai que l'on pourrait relever sensiblement le taux d'occupation en s'appuyant, pour la conception des nouveaux hôtels, sur des statistiques hôtelières exactes, en fixant les tarifs hôteliers avec une certaine souplesse, en instaurant une politique des tarifs aériens dynamique, de bonnes mesures de promotion des voyages et d'autres dispositions visant à prolonger la saison du tourisme et à diriger les touristes vers des endroits moins connus. Cependant des taux de 55 à 60 p. 100, pour des hôtels destinés essentiellement aux touristes, devraient être considérés comme des chiffres exceptionnels, ne pouvant être atteints que dans des conditions extrêmement favorables suscitées par une politique du tourisme efficace et une compétence professionnelle remarquable des responsables de l'industrie du tourisme.

35. Les résultats médiocres obtenus par certains hôtels et hôtelleries s'expliquent aussi parfois par un contrôle insuffisant des frais de fonctionnement ou par une mauvaise politique des prix.

36. Des frais de fonctionnement élevés sont souvent dus au manque de compétence professionnelle de la direction et du personnel de l'hôtel. Si les services nécessaires sont fournis par des sociétés de gestion étrangères, les redevances qui leur sont versées réduisent considérablement le bénéfice net de l'hôtel. On ne pourra remédier à cet inconvénient qu'en assurant la formation professionnelle du personnel local à tous les niveaux de l'industrie hôtelière. Et du reste, des hôtels appartenant à des Africains et administrés par eux avec la compétence nécessaire se révèlent souvent extrêmement rentables.

37. Il arrive fréquemment que les organisateurs de voyages qui sont en relation directe avec des agents de voyage étrangers et avec le public peuvent persuader les hôtels d'accepter des prix trop bas et d'autres conditions défavorables, qui laissent les derniers en déficit tout en permettant aux premiers de faire de bons bénéfices. En fait, les grossistes de l'étranger sont souvent les seuls à encourager le tourisme à destination d'un pays africain et à organiser des voyages dans ce pays, ce qui les met en mesure d'imposer des prix et autres conditions dont ils sont les principaux bénéficiaires. Il en irait tout différemment si les pays africains avaient sur les marchés étrangers leur propre organisation de promotion du tourisme (offices d'information touristique) qui aurait des moyens suffisants pour toucher directement le public. L'intérêt ainsi suscité en faveur des pays africains parmi les clients des agences de voyage étrangères aiderait celles-ci à vendre leurs voyages africains, et les disposerait davantage à offrir aux hôtels africains des conditions plus avantageuses.

38. Les conditions climatiques qui assurent à la plupart des pays africains une saison beaucoup plus longue qu'en Europe et dans d'autres régions de même latitude devraient permettre une meilleure utilisation des bâtiments et du matériel et par conséquent une réduction du pourcentage des frais d'équipement dans la structure des coûts des services touristiques. En revanche, la nécessité d'importer des matériaux de construction, des compétences et la plupart du matériel se traduit par une augmentation des frais d'équipement.

39. Il ressort du tableau 7 que, dans les plans de développement, les coûts de construction sont fréquemment sous-estimés. Cet écart est souvent dû au décalage dans le temps et aux pressions inflationnistes, mais souvent aussi il résulte d'un optimisme exagéré destiné à faire accepter plus facilement le programme.

40. D'autre part, les taux d'intérêt et le rendement prévu du capital social sont plus élevés en Afrique que dans la plupart des pays développés. C'est ce qui a incité les gouvernements d'un certain nombre de pays africains à prévoir dans leurs codes des investissements non seulement les garanties habituelles à l'égard des investisseurs étrangers mais aussi de véritables stimulants allant de l'exemption de droits sur les matériaux et le matériel importés et l'exemption temporaire d'impôts sur les bénéfices et autres taxes, à des prêts à des conditions favorables ou des garanties de prêt et des subventions pour le paiement des intérêts.

41. Ces stimulants ont pu être nécessaires pour assurer le démarrage, mais ils privent l'Etat de recettes ou grèvent le budget de dépenses supplémentaires. Il y a donc lieu de procéder de temps à autre à une révision des mesures en vigueur afin de s'assurer qu'elles s'imposent encore pour les nouveaux investissements.

Tableau 7 : Quelques coûts de construction récents

<u>Pays</u> <u>Type de logement</u>	<u>Période de</u> <u>construc-</u> <u>tion</u>	<u>Coût par</u> <u>lit en</u> <u>dollars</u>	<u>Observations</u>
<u>Ouganda</u>			
Hôtel de l'intérieur	1971/72	9 138	Coût réel
Hôtelleries	" "	10 379	" "
<u>Kenya</u>			
Hôtel balnéaire de 1ère classe	1971/72	5 600	Estimation du plan
<u>Tanzanie</u>			
Hôtel de 1ère classe	1969/70	7 000-9 500	Estimation de l'investisseur
<u>Rwanda</u>			
Hôtel de 1ère classe	1970/71	11 400	Coût réel. Droits d'importation payés
<u>Zaïre</u>			
Hôtel de luxe	1970/71	13 800	Coût réel
<u>Maroc</u>			
Hôtel urbain de 1ère classe	1968/69	6 000	Estimation du plan
Hôtel balnéaire de classe touriste	" "	4 000	" " "
<u>Tunisie</u>			
Hôtel de luxe	1970	6 000 et au-delà	" " "
Hôtel de 1ère classe	"	4 000 à 6 000	" " "

42. Il ne faut pas oublier en outre que les facteurs qui retardent la rentabilité de nouvelles entreprises touristiques dans les pays africains ont pour la plupart un caractère temporaire et qu'ils pourraient être éliminés grâce à des politiques de développement du tourisme appropriées, prévoyant notamment la formation professionnelle, la promotion sur les marchés étrangers, une politique appropriée des transports aériens, une tarification suffisamment souple des services touristiques, la simplification des formalités administratives, etc.. Les pays africains où le développement du tourisme est le plus remarquable appliquent des politiques de ce type.

Formalités frontalières

43. Les avantages pour le développement du tourisme de formalités frontalières simplifiées sont reconnus par des pays touristiques d'autres continents et un grand nombre d'entre eux ont aboli l'obligation du visa pour les ressortissants de pays fournissant un apport de touristes important. En Afrique, des gouvernements ont supprimé le visa obligatoire pour les ressortissants de vastes groupes de pays avec lesquels ils ont en général des liens historiques et linguistiques. Le Cameroun, le Tchad, le Congo, le Gabon, Madagascar, le Mali et la Haute-Volta n'exigent pas de visas pour les Français ni les ressortissants des pays de l'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAMM) et certains d'entre eux en exemptent également les ressortissants allemands. Au Ghana et en Zambie, les Britanniques et les ressortissants des pays du Commonwealth n'ont pas besoin de visas, de même que les ressortissants des pays arabes en Egypte.

44. Cependant, des pays africains, conscients de l'importance du tourisme pour leur économie, ont supprimé les visas non seulement pour les ressortissants de pays appartenant au même groupe historique mais aussi pour ceux d'autres pays d'où proviennent un grand nombre de touristes. Le Dahomey, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Malawi, le Maroc, la Rhodésie, le Sénégal, le Togo et la Tunisie admettent sans visas les ressortissants de beaucoup de ces pays. L'Algérie, la République centrafricaine, l'Ouganda et la Tanzanie font de même mais pour un moins grand nombre de pays.

45. D'autres gouvernements exigent des visas pour tous les ressortissants de pays étrangers; c'est le cas du Burundi, de l'Ethiopie, de la Guinée équatoriale, de la Libye, du Nigéria, de la Sierra Leone, de la Somalie et du Soudan.

46. La Guinée n'exige pas de visas pour les ressortissants des Etats africains et le Rwanda n'en demande pas aux citoyens des pays voisins, à l'exception du Burundi.

47. Bien que des raisons temporaires plus importantes que le développement du tourisme, puissent justifier l'obligation du visa, il ne faut pas oublier que les investissements consacrés à l'infrastructure et aux installations touristiques seront mieux utilisés et deviendront par conséquent plus rentables si les touristes provenant d'un grand nombre de pays fournisseurs n'hésitent pas à venir à cause des inconvénients liés à la nécessité de se procurer un visa. Cette considération s'applique même aux touristes qui ne se rendent que dans un seul pays pour séjourner dans une station balnéaire ou visiter les réserves d'animaux ou autres centres d'intérêt. Mais la nécessité du visa a un effet négatif encore plus marqué sur le développement du tourisme mobile de visite, portant sur des itinéraires englobant plusieurs pays. Il est évident que les pays qui exigent des visas risqueront d'en être exclus. Mais si ce sont justement des pays intéressants du point de vue touristique, les itinéraires où ils ne figureront pas seront moins recherchés du public et se vendront moins bien. Le visa obligatoire a donc un effet négatif général sur le développement du tourisme, en raison de l'obstacle qu'il oppose à la croissance rapide du tourisme mobile.

48. Cette forme de tourisme est particulièrement demandée sur le marché nord-américain et, dans une certaine mesure, en Suisse, et le fait qu'un grand nombre de gouvernements africains exigent des visas pour les ressortissants de ces pays, outre le défaut de tarifs aériens avantageux et d'activités de promotion efficaces explique la faible croissance du nombre de touristes de ces pays dans la plupart des Etats africains.

- - - - -